

# Leur politique

## L'ART ET LA MANIERE D'EMPECHER LES TRAVAILLEURS DE FAIRE DE LA POLITIQUE

Quand on demande à un travailleur aujourd'hui en France quelles sont ses idées politiques, on entend bien des fois comme réponse : “Moi, vous savez, je ne fais pas de politique.” Ce travailleur-là fait sans doute partie d'une minorité, mais elle existe et on la rencontre partout. Ce peut être un parent, un ami, ou un camarade de travail. C'est vrai qu'il existe toute une fraction de travailleurs qui ne savent même pas quel avis avoir sur la politique.

Si les choses vont mal, il ne sait pas à quoi c'est dû. Si c'est que les élus ont menti, ou trahi leurs promesses. Ou s'ils se sont cassé les dents et qu'ils n'ont pu faire mieux. Ce dont il est sûr, c'est que régulièrement on voit un scandale éclabousser des politiciens, qu'un certain nombre d'entre eux font carrière. Alors, il se dit qu'en restant à l'écart de la politique, au moins, il reste propre.

Mais ce qu'il ne sait pas, c'est que c'est tout à fait volontairement que le système le dégoûte de la politique. Et que c'est ce même système qui trompe ceux qu'elle ne dégoûte pas totalement. Et que ce système peut aller jusqu'à devenir ouvertement violent quand il arrive que les travailleurs fassent vraiment de la politique.

Pour ce qui est de cette première catégorie, celle de ceux qui, par exemple, ne s'inscrivent même pas sur les listes électorales, leur place dans la société est bien précise, tout en bas : “La plupart des non-inscrits (entre 5 et 10 % de l'électorat potentiel) est toujours ressortie d'une population dominée, souvent mal intégrée à la société, tout particulièrement les femmes, les plus jeunes et les plus socialement et culturellement défavorisés.” (Extrait de "l'Histoire du suffrage universel", Découvertes Gallimard n° 167).

Tout se passe comme s'il y avait donc un niveau social, celui le plus bas de la société, où l'on est totalement écarté de la politique.

Que ces 5 ou 10 % de la population parmi les plus exploités se désintéressent de la politique, c'est finalement une très bonne affaire pour ceux qui dirigent ce monde. Cela évite de leur interdire quoi que ce soit. D'ailleurs il faut leur ajouter le pourcentage variable d'une partie au moins des abstentions, qui atteignent régulièrement 30 % en France et 50 % aux Etats-Unis.

Pour ce qui est maintenant des travailleurs qui ne se tiennent pas totalement à l'écart de la politique, il en est effectivement un certain nombre qui tiennent à faire ce qu'ils estiment être leur devoir de citoyens. Un certain nombre tiennent aussi à marquer par leur vote l'appartenance à un camp, à réaffirmer un espoir.

Ces idées représentent effectivement un certain degré de conscience. Seulement, il n'y a plus aujourd'hui en France de parti qui respecte ces choix, ces idées, et ces espoirs. Le Parti Communiste comme le Parti Socialiste ont maintes fois collaboré à tout ce que la bourgeoisie est capable de faire contre les travailleurs. Le Parti Communiste et le Parti Socialiste ont maintes fois trahi leur espoir.

Alors, d'élections en élections, ceux qui font de la politique à ce niveau-là n'ont finalement aucun choix, si ce n'est que de se sentir à chaque fois coincé, de se sentir à chaque fois obligé de s'inventer, le temps d'un vote, une raison de revoter pour ceux qui les ont déjà déçus.

A une autre époque, il y a un siècle et jusque vers 1920, quand la classe ouvrière avait des partis qui ne l'avaient pas trahi, on savait une chose importante : que les élections n'étaient qu'un moment de la politique. D'ailleurs ces partis se chargeaient d'inculquer l'idée que c'est par l'action politique de tous les jours et par les luttes que les travailleurs peuvent changer le monde.

Aujourd'hui, de ce point de vue aussi, le Parti Communiste et le Parti Socialiste portent une lourde responsabilité. Car ils ont empoisonné la conscience des travailleurs en ne leur donnant comme objectif unique ou essentiel que le moment des élections.

Victor Hugo a dit ceci des élections : "Regardez l'ouvrier qui va au scrutin ; il y entre le front triste du prolétaire accablé ; il en sort avec le regard d'un souverain." Mais Victor Hugo ment à moitié. C'est seulement au moment du vote qu'on a "le regard souverain". Dès que le bulletin est mis dans l'urne, tout est fini. On n'a été souverain qu'un bref instant. Car ensuite le vrai souverain, ce n'est pas l'ouvrier qui a voté, c'est le politicien, le professionnel de la politique qui va être élu.

Car tout est fait pour que seuls les professionnels de la politique soient finalement élus.

La concurrence électorale, en mettant soi-disant tout le monde à égalité, met en réalité en concurrence des gens qui n'ont pas du tout les mêmes moyens financiers. Alors cela pousse à ce que finalement ce soient les grands partis qui seuls ont les moyens de présenter des candidats. Et cela aussi favorise les politiciens professionnels. Hier c'étaient des notables, médecins, avocats, propriétaires, rentiers, militaires en retraite ; aujourd'hui ce sont des enseignants, médecins, chefs d'entreprise.

Les ouvriers et personnel de service représentent plus de 60 % de la population active en France. Mais à la chambre des députés, il y a aujourd'hui 3 ouvriers pour 578 députés. Du temps de la gauche au gouvernement, ils étaient 6.

Lorsqu'il arrive qu'un travailleur du rang soit élu, il est souvent vite absorbé par le système qui en fait un politicien à son tour.

Les premières sociétés humaines ne réservaient pas la politique à une catégorie séparée de spécialistes. Bien au contraire, tous les problèmes posés par la vie en société, les choix importants étaient discutés avec la présence, la participation et le contrôle de tous les gens concernés.

On voit dans le film "Danse avec les loups" les problèmes d'une tribu indienne qui doit réagir à l'arrivée des blancs. Faut-il leur faire la guerre, les repousser, faut-il fuir ou collaborer, avec qui, dans quelle direction, etc. Ces discussions se font en présence de tous, y compris des femmes et des enfants. Tout le monde écoute avec respect les avis différents, prend le temps de peser le pour et le contre. On assiste à une vie politique réellement démocratique. Il y a des chefs mais ce ne sont pas des spécialistes qui décident à l'écart des autres. Au contraire, c'est eux qui savent le mieux faire partager à tous la compréhension des problèmes posés et leurs difficultés. Les chefs sont reconnus comme tels et aimés pour ces qualités-là. Et quand une décision est prise, c'est vraiment la décision de toute la tribu.

Les chefs n'ont pas d'intérêts séparés du reste de la population. Et ils n'en tirent pas de profits particuliers. Ils vivent tout comme les autres et avec eux. Le seul moment où la tribu met en place un chef qui ne va pas respecter ce fonctionnement démocratique, c'est en cas de guerre. Pour pouvoir prendre des décisions rapides, efficaces, on choisit un chef de guerre qui a autorité et pouvoir. Mais cela ne dure que le temps d'un combat.

Cette façon de faire n'est pas un cas particulier. On la retrouve dans bien des sociétés qu'on appelle par convention "primitives". Il est normal et naturel que tous ceux qui sont concernés participent aux débats et aux décisions. Alors pourquoi aujourd'hui la politique est-elle ennuyeuse et inaccessible ? Est-ce que les populations sont trop nombreuses au point qu'on ne peut tous se réunir pour discuter ensemble ? Est-ce que c'est parce que la technique s'est considérablement diversifiée qu'il faut des spécialistes pour maîtriser chaque domaine ?

Ces questions posent de vrais problèmes, mais on peut y trouver des solutions et des réponses. Les Grecs, par exemple, dont on nous vante tant le côté développé de leur civilisation, avaient décidé cinq siècles avant Jésus-Christ de limiter la construction de leurs villes à 5 ou 10 000 personnes. Cette limitation avait pour but de permettre à chacun de connaître personnellement chacun des autres, y compris dans sa façon d'être et ses moyens de vivre.

Tous les citoyens de la cité grecque se rassemblaient pour discuter. Personne n'était représenté par un autre. Et c'est cette réunion qu'on appelait "assemblée des citoyens", qui détient le véritable pouvoir. C'est un peu comme si au Parlement, tout le monde avait le droit de venir et de participer.

Tout le monde, à quelques détails près : les esclaves et les étrangers n'y ont pas leur place. Eh bien, on a la clef du mystère : la politique écarte des vrais lieux de décisions ceux qui sont exploités.

Tant qu'il n'y avait pas d'exploités, comme chez les indiens de "Danse avec les loups", tout le monde a sa place. Dès qu'apparaît une forme d'exploitation, et c'est ce qui se produit quelques milliers d'années avant Jésus-Christ avec l'esclavage, les exploités sont automatiquement écartés et pour cela on décide tout simplement qu'ils ne sont pas citoyens.

C'est donc depuis qu'il y a des exploités qu'on s'est arrangé pour les écarter de la politique, de gré ou de force. Car sinon on entendrait des cris dénonçant la réalité de l'injustice, les cris de milliers de Cosette, de milliers d'Abbé Pierre.

Voilà pourquoi le système en a dégoûté un certain nombre de la politique. Voilà pourquoi aussi il écarte purement et simplement de la vie politique les étrangers. Les Grecs les appelaient les Métèques : cela n'a pas changé. En France, ce soi-disant modèle de démocratie, 1,2 millions de travailleurs salariés (6 % de la population active) et au total 4 millions et demi de personnes sont ainsi écartées du droit de vote. Et cette exclusion est acceptée, considérée comme normale, 2000 ans après Jésus-Christ.

Mais, va-t-on nous répondre, rien n'empêche les non-inscrits de s'inscrire sur les listes électorales, ou un abstentionniste d'aller voter. Car nous avons en France quelque chose de grandiose, une grande conquête de la démocratie : le suffrage universel. Alors parlons-en !

Tout le monde croit que le suffrage universel est le fruit de la grande révolution de 1789. Rien n'est plus faux : en 1789, ce sont les bourgeois qui s'accaparent le pouvoir et qui utilisent le Parlement pour leur démocratie à eux, c'est-à-dire pour discuter entre eux des choix à faire, de la politique à mener, pour se départager quand leurs intérêts s'opposent, pour se mettre d'accord face à leurs adversaires communs. Sont alors écartées de la citoyenneté active 3 millions de personnes : les étrangers, les femmes, les indigents, les citoyens faiblement imposés, les domestiques.

C'est bien plus tard, en 1848, quand la bourgeoisie aura rôdé son pouvoir, et qu'elle aura appris aussi les dangers des révolutions populaires contre son système, que lui viendra à l'idée que le suffrage universel pourrait lui être utile.

L'idée était tout simplement qu'en donnant au peuple le droit de vote, on lui enlèverait l'envie d'utiliser ses moyens d'expression antérieurs : révolutions, fureurs paysannes, barricades. Gambetta explique en 1875 : "Faire comprendre à celui qui dispose d'un bulletin de vote quelle est la relation qui lie cet acte du citoyen à toutes les fonctions de l'Etat. Et comme je ne connais pas d'autre droit que celui de la majorité, le paysan changera, sans révolution, sans violence." Un peu plus tard, le journal bourgeois "Le Temps" écrit, en 1898 : "Le suffrage universel a tué les barricades." Voilà donc pourquoi, en 1848, on ouvre grand les vannes. D'un seul coup, 9 millions de personnes acquièrent le droit de vote. Les femmes sont toujours écartées. Le droit de vote ne leur sera octroyé qu'après la 2e guerre mondiale, en 1946.

Seulement, au fur et à mesure qu'on autorise des catégories nouvelles au droit de vote, et en particulier qu'on autorise les esclaves modernes que sont les ouvriers à voter, on a vidé le vote de son contenu. On s'est arrangé pour que le vote ne porte plus du tout sur l'essentiel, sur les décisions, mais uniquement sur la galerie, sur les discours.

Les travailleurs sont donc appelés tous les ans, tous les deux ans, à voter pour des législatives, des présidentielles, des régionales, des sénatoriales, des cantonales, des municipales, des Européennes, et il faudrait rajouter, des prud'homales, des syndicales... Mais

pour ne prendre que l'exemple des législatives, on a le droit d'élire de plus en plus de députés au fil des modifications du système, sauf que ces députés ne décident pratiquement plus de rien.

Prenons le budget de l'Etat, qui est l'un des points essentiels discutés chaque année : les députés n'ont que très peu de moyen de le modifier, sur des points de détail uniquement, car pour ce qui est des grandes lignes, tout est réglementé d'avance, préparé dans les ministères, en accord avec les directions des grandes entreprises et des grandes banques. Et ce sont de toute façon les mêmes grands partis politiques qui sont appelés à se prononcer au Parlement et qui ont constitué le gouvernement qui présente ce budget. En fait les députés viennent avaliser des décisions prises ailleurs.

Les grandes orientations, les grandes décisions sont le fruit du monde des affaires, des grands bourgeois, des grands chefs d'entreprises et d'administrations. D'ailleurs, si on suit leurs carrières, on s'aperçoit que cela fait partie de leur itinéraire habituel de passer d'un poste à l'autre pour être vraiment formés comme des dirigeants compétents dans cette société bourgeoise.

Mais on ne nous donne pas le droit de voter et de contrôler ce que font les dirigeants des entreprises ou des banques. Pourtant c'est là qu'est le véritable pouvoir dans le monde moderne. "Le Monde" du 30 mars 1993 écrit par exemple que le poste de PDG de Elf, l'entreprise de pétrole que tout le monde connaît, et qui fait le plus gros chiffre d'affaires et le plus gros bénéficiaire, équivaut à lui seul à plusieurs ministères. Le choix de ces dirigeants se fait en petits comités, sous la seule influence des puissants de ce monde.

Lénine disait en 1917, en parlant du Parlement et des élections législatives ("L'Etat et la révolution") : "Décider périodiquement, pour un certain nombre d'années, quel membre de la classe dirigeante foulera au pied, écrasera le peuple au Parlement, tel est l'essence véritable du parlementarisme bourgeois, non seulement dans les monarchies constitutionnelles parlementaires, mais encore dans les républiques les plus démocratiques."

Pendant qu'ils laissent le jeu des élections aux travailleurs qui s'intéressent encore à la politique, les bourgeois font leur politique ailleurs. Dans les salons des conseils d'administration, des grandes banques.

Les travailleurs n'ont que le choix de voter pour des politiciens qui font finalement de la figuration. Voilà pourquoi, si la gauche a été au gouvernement 5 ou 6 fois depuis la deuxième guerre mondiale, peu de monde saurait dire quand et pour faire quoi de différent de la droite.

En clair, après avoir écarté de la politique une bonne partie d'opprimés, le système ne donne plus comme choix aux travailleurs qui voudraient faire de la politique, que de finalement participer à un Bébête Show grandeur nature.

Quand les travailleurs ne se contentent plus du moule de la tarte électorale, quand ils commencent à faire de la politique à leur sauce, très vite le ton change. D'un coup, le rideau du théâtre démocratique se lève, et laisse apparaître des hommes en uniformes, armés jusqu'aux dents : c'est l'appareil d'Etat bourgeois.

A force d'années passées sagement à attendre d'élection en élection le mirage du changement, les travailleurs finissent par oublier cette réalité. Mais derrière toutes les sortes

de politiciens qui se relaient sur le devant de la scène, il y a en permanence cette force brute prête à servir.

Peu après juin 1936, en novembre 1938, c'est 15 000 gardes mobiles que le gouvernement a envoyé pour briser une grève à l'usine Renault, blessant des ouvriers par centaines. En 1948, un autre gouvernement envoie l'armée, avec chars et auto-mitrailleuses, pour reconquérir village par village les bassins houillers du Nord en grève.

Un Mitterrand est responsable, en tant que ministre de la Justice de l'époque, de la mort du militant du Parti Communiste Algérien et de la CGT, Fernand Yveton, condamné et exécuté en février 1957. Un De Gaulle est responsable de la mort de 9 ouvriers et employés, massacrés par sa police au métro Charonne, à Paris, en 1962, lors d'une manifestation contre le terrorisme de l'organisation d'extrême-droite OAS. En Mai 1968, un jeune militant de 17 ans se noie pour échapper aux policiers à Renault Flins, et deux ouvriers sont tués par balles par les CRS à Peugeot Sochaux.

En France, en Allemagne, aux USA, dans une petite dizaine de pays riches, cette intervention ouverte de l'appareil d'Etat est exceptionnelle. Mais, on l'a vu lors des émeutes de la population noire de Los Angeles, une formidable armada y est toujours prête à intervenir. En France, en 1968, De Gaulle a ainsi utilisé la carotte et le bâton pour rétablir l'ordre : d'un côté il a menacé de faire appel à l'armée, de l'autre il a promis l'organisation d'élections anticipées. 1968 s'est donc achevé grâce au suffrage universel.

Mais nous devons savoir que c'est là un privilège. Pour l'immense majorité des peuples et des travailleurs de cette planète, il n'y a aucun choix : les régimes policiers ou militaires, l'interdiction de faire de la politique, sont permanents et appliqués de façon draconienne. Leur politique est donc un leurre et un danger. Mais les travailleurs peuvent construire tout autre chose, une autre politique, qui, au lieu de les rendre dupes et affaiblis, les renforce.

février – juin 1993